



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 71.228/2
du 19 avril 2022

advies 71.228/2
van 19 april 2022

sur

over

un projet d'arrêté royal
'réglant certaines méthodes de
surveillance et de protection
du transport de valeurs et
relatifs aux spécificités
techniques [des] véhicules de
transport de valeurs'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'houdende regeling van
bepaalde methodes bij het
toezicht op en de bescherming
bij het vervoer van waarden en
betreffende de technische
kenmerken van de voertuigen
voor waardevervoer'

Le 21 mars 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'régulant certaines méthodes de surveillance et de protection du transport de valeurs et relatifs aux spécificités techniques [des] véhicules de transport de valeurs'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 19 avril 2022. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Marianne DONY, assesseur, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 19 avril 2022.

*

Op 21 maart 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende regeling van bepaalde methodes bij het toezicht op en de bescherming bij het vervoer van waarden en betreffende de technische kenmerken van de voertuigen voor waardevervoer'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 19 april 2022. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 19 april 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Le projet reproduit presque intégralement les dispositions du projet examiné par la section de législation dans le cadre de la demande ayant donné lieu à son avis 68.521/2 du 11 janvier 2021 sur le projet devenu l'arrêté royal du 21 octobre 2021 'régulant certaines méthodes de surveillance et de protection du transport de valeurs et relatif aux spécificités techniques des véhicules de transport de valeurs' ¹, alors que les observations formulées dans cet avis ont manifestement été prises en compte pour l'essentiel dans ce dernier texte.

Dès lors que le projet examiné tend à remplacer, tout en énonçant des règles nouvelles, les dispositions de l'arrêté royal précité ² par un texte qui correspond à celui qui existait à l'état de projet dans le dossier ayant donné lieu à l'avis 68.521/2 et non à celui de l'arrêté royal du 21 octobre 2021 tel qu'il a été publié et tel qu'il est entré en vigueur, les observations formulées par la section de législation dans cet avis doivent être réitérées. Il y a donc lieu de les considérer comme étant intégralement reproduites au sein du présent avis, sauf pour ce qui concerne les formalités préalables dès lors que les observations ayant cet objet ont été prises en compte dans le cadre du présent dossier.

Le projet sera revu à la lumière de ces observations.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

Par rapport aux dispositions de l'arrêté royal du 21 octobre 2021 ³ les modifications matériellement apportées par le projet à certaines d'entre elles et prévoyant également l'adoption de nouvelles règles n'emportent aucune répercussion financière nouvelle.

L'avis de l'Inspecteur des Finances ne devait dès lors pas être obligatoirement recueilli en l'espèce.

¹ <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68521>. L'arrêté royal du 21 octobre 2021 a été publié au *Moniteur belge* du 19 novembre 2021.

² Voir l'article 39 du projet à l'examen.

³ L'avis de l'Inspecteur des Finances et l'accord de la Secrétaire d'État au Budget avaient été recueillis avant l'adoption de l'arrêté royal du 21 octobre 2021.

Sa mention à l'alinéa 4 du préambule sera donc omise. Si l'auteur du projet souhaite y faire référence, il convient de déplacer l'alinéa correspondant après la mention des formalités obligatoires, de remplacer le mot « Vu » par le mot « Considérant » et de modifier la date à laquelle l'avis a été donné, à savoir le 5 avril 2022, l'avis de l'Inspecteur des Finances du 18 mars 2021 mentionné au préambule ayant porté sur le projet devenu l'arrêté royal du 21 octobre 2021.

S'agissant de l'accord de la Secrétaire d'État au Budget (et non « du Ministre du Budget »), dès lors qu'il n'a pas été recueilli en l'espèce, il convient en l'état d'omettre l'alinéa 5 du préambule. Selon le délégué de la Ministre, l'auteur du projet semble toutefois envisager de solliciter l'accord de la Secrétaire d'État au Budget sur le projet. En ce cas, il conviendrait également, pour les mêmes motifs, d'éviter de le faire figurer au préambule du projet sous la forme d'un visa mais bien, toujours si l'auteur du projet le souhaite, sous celle d'un considérant.

DISPOSITIF

Chapitre V

Les intitulés de subdivisions étant dépourvus de portée normative ⁴, il y a lieu, sous le chapitre V, d'insérer une nouvelle section 1 consacrée à l'objet de ce chapitre et, au sein de cette section, une disposition nouvelle précisant que ce chapitre V a pour objet de déterminer les conditions auxquelles sont réglées la livraison et l'approvisionnement des points d'arrêt équipés d'automates à billets.

La numérotation des sections 1 et suivantes et des articles 19 et suivants sera adaptée en conséquence.

Article 21

À l'article 21, § 3, 6°, b), et 7°, il est respectivement fait référence aux normes « INCERT » et « EN1627 ».

Il est ainsi renvoyé à des normes qui n'ont pas été publiées conformément à l'article 190 de la Constitution.

Si la référence aux normes mentionnées est maintenue, l'auteur du projet devra dès lors veiller à ce que celles-ci soient aisément accessibles et identifiables.

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 13.

Articles 22 et 24

S'agissant de l'approvisionnement des automates à billets dans un point d'arrêt visé à l'article 20, § 2⁵, il résulte des explications fournies par le délégué de la Ministre que l'articulation des articles 22, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, et 24 paraît devoir être comprise comme suit :

– en principe, ainsi que l'énonce l'article 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, « [e]n vertu de l'article 130, 2^o[,] de la loi, les automates à billets exclusivement destinés au retrait de billets d'argent d'un compte bancaire ou [d]'une carte bancaire ne sont approvisionnés d'aucune autre manière que la méthode visée à l'article 19, § 1^{er} »⁶ ;

– l'article 22, § 1^{er}, alinéa 2, prévoit une première dérogation à cette règle générale : lorsque ces automates à billets se trouvent dans un point d'arrêt « qui était déjà un point d'arrêt à la date d'entrée en vigueur du [projet] », ils « ne sont pas obligatoirement soumis à la méthode prévue à l'article 19, § 1^{er} » sans indiquer toutefois à quelle méthode ils sont alors soumis ;

– en vertu de l'article 24, il est loisible aux transporteurs approvisionnant des automates à billets dans un point d'arrêt visé à l'article 20, § 2, de suivre « la méthode [...] visée à l'article 19, § 2 »⁷, le délégué de la Ministre ayant précisé que cette disposition déroge à l'article 22, § 1^{er}.

Cette articulation devrait mieux apparaître du dispositif.

Les questions suivantes devraient notamment être explicitement et plus clairement réglées, s'agissant toujours des conditions de l'approvisionnement des automates à billets dans un point d'arrêt visé à l'article 20, § 2 :

1° Il paraît résulter implicitement de l'article 22, § 1^{er}, que, dans l'hypothèse visée, la dérogation permise à l'article 19, § 1^{er}, implique alors l'applicabilité obligatoire du régime de l'article 19, § 2. Ceci devrait résulter explicitement du dispositif.

2° L'article 24, par l'usage du verbe « peut », n'exclut pas l'interprétation selon laquelle les transporteurs concernés ne seraient pas obligés de suivre « la méthode [...] visée à l'article 19, § 2 ». Le texte devrait mieux faire apparaître que l'article 24 s'applique lorsque les transporteurs concernés choisissent de ne pas faire application de « la méthode visée à l'article 19, § 1^{er} », et que, dans ce cas, c'est « la méthode [...] visée à l'article 19, § 2, » qui s'applique.

⁵ Aux termes de cette disposition, il s'agit des

« [...] automate[s] à billets se trouv[ant] dans un lieu, bâtiment ou partie de bâtiment qui est exploité par une institution de crédit ou par La Poste, à l'endroit où aucun personnel n'est présent lorsque les manipulations, visées à l'article 12, § 1^{er}, sont exécutées ».

⁶ L'article 19, § 1^{er}, concerne l'« [a]pprovisionnement sans risque de manipulation ».

⁷ L'article 19, § 2, concerne l'« [a]pprovisionnement avec risque de manipulation ».

3° En tout état de cause, dans un souci de lisibilité du dispositif, il convient de régler dans des dispositions différentes les situations applicables aux différentes dérogations, ce qui vaut aussi pour celles concernant l'approvisionnement dans les points d'arrêt visés respectivement aux paragraphes 2 et 3 de l'article 20.

Article 25

Interrogé sur la portée des termes « de manière opposable » à l'article 25, § 6, du projet, le délégué de la Ministre a expliqué ce qui suit :

« Dit artikel beoogt de kwaliteit van de beelden te verzekeren. De vermelde tegenstelbaarheid slaat op de mogelijkheid om zonder twijfel de handelingen van de bewakingsagent te kunnen begrijpen en bindend aan hem te kunnen linken ».

La rédaction de l'article 25, § 6, sera revue afin de mieux consacrer cette intention.

OBSERVATIONS FINALES

L'auteur du texte veillera à relire attentivement le projet quant à sa qualité linguistique et quant au respect des usages de la légistique. Il convient de remédier à ces imperfections, qui nuisent à la bonne compréhension du projet, d'autant que ce dernier revêt un caractère particulièrement technique.

Ainsi, par exemple :

1° Il contient plusieurs fautes rédactionnelles ou typographiques. Par exemple :

– le signe et le chiffre « § 1 » seront remplacés, dans la version française du projet, par les signe et chiffre « § 1^{er} » ;

– les expressions “in één tijd”, “in één of twee tijden”, “in geval van één tijd” en “in geval van twee tijden” dans la version néerlandaise du projet devraient respectivement être remplacées par les expressions “in één keer”, “in één of in twee keer”, “in geval van vervoer in één keer” en “in geval van vervoer in twee keer” ;

– à l'article 9, § 3, d), du projet, les chiffres et caractères « 8, § 1, 1 » seront remplacés par les chiffres et caractères « 8, § 1^{er}, 1° » ;

– l'article 19 de la version française utilise, à plusieurs reprises, les mots « agents de gardiennage du même entreprise » au lieu de « agents de gardiennage de la même entreprise » ;

– l'article 19, § 1^{er}, 3°, et § 2, 2°, de la version française utilise le mot « où » à la place des mots « dans le cas où » ;

– dans la version française de l'article 21, alinéa 1^{er}, et § 3, 2°, le mot « adjudicateur » devrait être remplacé par le mot « mandant » conformément à la terminologie utilisée par la loi du 2 octobre 2017 ‘réglementant la sécurité privée et particulière’ ;

– à l'article 21, alinéa 1^{er}, *in fine*, de la version française, il convient d'écrire « la présente section » plutôt que « cette section » ;

– à l'article 21, § 3, 3° (et non « 3. »), deuxième phrase, de la version française, le mot « sou » doit être remplacé par le mot « sous » ;

– à l'article 25, § 6, de la version française, il est fait mention de « l'âge de gardiennage » à la place de « l'agent de gardiennage ».

2° Le projet présente certaines difficultés au niveau de la concordance entre les deux versions linguistiques. Dans la version française de l'article 19, § 1^{er}, 3°, il est ainsi énoncé que le transport protégé « peut être exécuté en un temps » alors que la version néerlandaise dispose que ce transport « gebeurt [...] in één tijd ».

3° Les renvois internes ou externes doivent être vérifiés. Par exemple :

– à l'article 21, § 1^{er}, a), il convient d'énoncer qu'il s'agit d'une dérogation à l'article 2, § 1^{er}, du projet à la place d'une dérogation à l'article 2, § 2, alinéa 1^{er} ;

– à l'article 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet, l'article 130, 1°, de la loi du 2 octobre 2017 devrait être visé à la place du 2° de cette disposition.

4° Il en va de même pour la structure de certaines dispositions du projet.

À titre d'illustration, les articles 19, 20, 21 et 25 du projet sont divisés en paragraphes, à l'exception du premier alinéa de chacune de ces dispositions.

En outre, les énumérations de conditions ou d'hypothèses, comme par exemple à l'article 19, § 2, 2°, devraient également être mieux structurées⁸.

*

⁸ Cons. sur ces points *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, op. cit., recommandations n^{os} 57.3 et 58 à 60.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Het ontwerp neemt nagenoeg alle bepalingen over van het ontwerp dat de afdeling Wetgeving heeft onderzocht in het kader van de aanvraag die aanleiding heeft gegeven tot haar advies 68.521/2 van 11 januari 2021 over het ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 21 oktober 2021 ‘houdende regeling van bepaalde methodes bij het toezicht op en de bescherming bij het vervoer van waarden en betreffende de technische kenmerken van de voertuigen voor waardevervoer’¹, terwijl de opmerkingen die in dat advies geformuleerd zijn klaarblijkelijk grotendeels in aanmerking zijn genomen in die laatstgenoemde tekst.

Aangezien het voorliggende ontwerp ertoe strekt de bepalingen van voormeld koninklijk besluit² te vervangen – en daarbij nieuwe regels te formuleren – door een tekst die overeenstemt met de tekst van het ontwerp in het dossier dat aanleiding heeft gegeven tot advies 68.521/2 en niet met de tekst van het koninklijk besluit van 21 oktober 2021 zoals die is bekendgemaakt en in werking is getreden, moeten de opmerkingen die de afdeling Wetgeving in dat advies heeft geformuleerd, worden herhaald. Ze moeten derhalve worden geacht integraal te zijn overgenomen in dit advies, tenzij voor wat betreft de voorafgaande vormvereisten, aangezien de opmerkingen daarover in het kader van dit dossier in aanmerking zijn genomen.

Het ontwerp moet worden herzien in het licht van die opmerkingen.

¹ <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/68521>. Het koninklijk besluit van 21 oktober 2021 is in het *Belgisch Staatsblad* van 19 november 2021 bekendgemaakt.

² Zie artikel 39 van het voorliggende ontwerp.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

Ten opzichte van de bepalingen van het koninklijk besluit van 21 oktober 2021³ brengen de materiële wijzigingen die bij het ontwerp in sommige van die bepalingen worden aangebracht en die eveneens voorzien in het vaststellen van nieuwe regels, geen nieuwe financiële gevolgen met zich mee.

Het advies van de inspecteur van Financiën hoefde *in casu* dus niet verplicht te worden ingewonnen.

De vermelding ervan in het vierde lid van de aanhef dient dan ook te worden geschrapt. Indien de steller van het ontwerp daarnaar wenst te verwijzen, dient het betreffende lid te worden verplaatst zodat het na de verplichte formaliteiten komt, dient het opgenomen te worden in de vorm van een overweging en dient de datum waarop het advies is gegeven, te weten 5 april 2022, te worden gewijzigd; het in de aanhef vermelde advies van de inspecteur van Financiën van 18 maart 2021 heeft immers betrekking op het ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 21 oktober 2021.

Aangezien *in casu* niet is verzocht om de akkoordbevinding door de staatssecretaris voor Begroting (en niet van de “Minister van Begroting”), dient het vijfde lid van de aanhef bij de huidige stand van zaken weggelaten te worden. Volgens de gemachtigde van de minister lijkt de steller van het ontwerp echter van plan te zijn om de staatssecretaris voor Begroting om haar akkoordbevinding van het ontwerp te vragen. In dat geval dient die akkoordbevinding om dezelfde redenen niet in de vorm van een aanhefverwijzing opgenomen te worden maar, indien de steller van het ontwerp dat wenst, in de vorm van een overweging.

DISPOSITIEF

Hoofdstuk V

Aangezien opschriften van onderverdelingen geen regelgevende kracht hebben⁴, dient in hoofdstuk V een nieuwe afdeling 1 te worden ingevoegd die is gewijd aan de inhoud van dat hoofdstuk en moet, binnen die afdeling, een nieuwe bepaling worden ingevoegd waarin wordt gepreciseerd dat dit hoofdstuk V ertoe strekt de voorwaarden vast te stellen waaronder de levering aan en bevoorrading van stoppunten uitgerust met biljettenautomaten worden geregeld.

De nummering van de afdelingen 1 en volgende en van de artikelen 19 en volgende moet dienovereenkomstig worden aangepast.

³ Het advies van de inspecteur van Financiën is ingewonnen en om de akkoordbevinding door de staatssecretaris voor Begroting is verzocht voordat het koninklijk besluit van 21 oktober 2021 is vastgesteld.

⁴ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 13.

Artikel 21

In artikel 21, § 3, 6°, b), en 7°, wordt respectievelijk gerefereerd aan de normen “INCERT” en “EN1627”.

Er wordt hier verwezen naar normen die niet overeenkomstig artikel 190 van de Grondwet zijn bekendgemaakt.

Indien de verwijzing naar de vermelde normen wordt behouden, dient de steller van het ontwerp erop toe te zien dat de betrokken normen voldoende toegankelijk zijn en dat gemakkelijk kan worden achterhaald om welke normen het juist gaat.

Artikelen 22 en 24

Wat de in artikel 20, § 2,⁵ bedoelde bevoorrading van de biljettenautomaten aan een stoppunt betreft, volgt uit de toelichting die de gemachtigde van de minister heeft gegeven dat de onderlinge verhouding tussen de artikelen 22, § 1, eerste en tweede lid, en 24 als volgt lijkt te moeten worden begrepen:

– zoals bepaald in artikel 22, § 1, eerste lid, worden in beginsel, krachtens artikel 130, 2°, van de wet, “biljettenautomaten uitsluitend bestemd voor het afhalen van geldbiljetten van een bankrekening of een betaalkaart op geen andere wijze bevoorraad dan middels de werkwijze bedoeld onder artikel 19, § 1”⁶;

– artikel 22, § 1, tweede lid, voorziet in een eerste afwijking op die algemene regel: indien de biljettenautomaat zich bevindt aan een stoppunt “dat reeds een stoppunt uitmaakte op datum van de inwerkingtreding van het [ontwerp]” is hij “niet verplicht onderworpen aan de werkwijze bedoeld onder artikel 19, § 1”; daarbij wordt evenwel niet aangegeven welke werkwijze dan wel geldt voor die automaten;

– krachtens artikel 24, kunnen de transporteurs die de biljettenautomaten bevoorraden aan stoppunten als bedoeld in artikel 20, § 2, gebruikmaken van de werkwijze bedoeld in artikel 19, § 2;⁷ de afgevaardigde van de minister preciseert in dat verband dat die bepaling afwijkt van artikel 22, § 1.

De wijze waarop die artikelen op elkaar aansluiten zou duidelijker tot uiting moeten komen in het dispositief.

⁵ Volgens die bepaling gaat het om “(...) biljettenauto[maten] [die zich bevinden] in een lokaal in een gebouw (lees: op een plaats, een gebouw of een onderdeel van een gebouw) dat uitgebaat wordt door een kredietinstelling of BPost, zonder dat er personeel daarvan aanwezig is wanneer de handelingen, bedoeld in artikel 12 § 1, worden gesteld”.

⁶ Artikel 19, § 1, betreft de “[b]evoorrading zonder manipulatiesico”.

⁷ Artikel 19, § 2, betreft de “[b]evoorrading met manipulatiesico”.

Met name de volgende kwesties zouden uitdrukkelijk en duidelijker moeten worden geregeld, waarbij het nog steeds gaat om de voorwaarden inzake de bevoorrading van de biljettenautomaten aan een stoppunt zoals bedoeld in artikel 20, § 2:

1° Uit artikel 22, § 1, blijkt impliciet dat, in het bedoelde geval, de in artikel 19, § 1, toegestane afwijking inhoudt dat de regeling van artikel 19, § 2, verplicht moet worden toegepast. Dat zou duidelijker tot uiting moeten komen in het dispositief.

2° Doordat in artikel 24 het werkwoord “kan” wordt gebruikt, kan dit zo worden geïnterpreteerd dat de betrokken transporteurs niet verplicht zouden zijn om gebruik te maken van “de werkwijze bedoeld in artikel 19, § 2”. In de tekst zou duidelijker moeten worden gesteld dat artikel 24 van toepassing is wanneer de betrokken transporteurs ervoor kiezen “de werkwijze bedoeld in artikel 19, § 2, niet toe te passen” en dat in dat geval “de werkwijze bedoeld in artikel 19, § 2,” van toepassing is.

3° Ter wille van de leesbaarheid van het dispositief dienen hoe dan ook de situaties die van toepassing zijn op de verschillende afwijkingen, in verschillende bepalingen te worden geregeld. Dat geldt eveneens voor de bepalingen die betrekking hebben op de bevoorrading van de stoppunten die respectievelijk worden bedoeld in de tweede en de derde paragraaf van artikel 20.

Artikel 25

Op de vraag wat de strekking is van het woord “tegenstelbaar” in artikel 25, § 6, van het ontwerp, heeft de gemachtigde van de minister de volgende toelichting gegeven:

“Dit artikel beoogt de kwaliteit van de beelden te verzekeren. De vermelde tegenstelbaarheid slaat op de mogelijkheid om zonder twijfel de handelingen van de bewakingsagent te kunnen begrijpen en bindend aan hem te kunnen linken”.

De redactie van artikel 25, § 6, moet worden herzien teneinde die bedoeling beter weer te geven.

SLOTOPMERKINGEN

De steller van de tekst moet erop toezien dat het ontwerp zowel op taalkundig als op wetgevingstechnisch vlak zorgvuldig wordt nagelezen. Die onvolkomenheden, die een goed begrip van het ontwerp bemoeilijken, moeten worden verholpen, temeer daar het om een bijzonder technisch ontwerp gaat.

Bij wijze van voorbeeld wordt op het volgende gewezen:

1° Het ontwerp bevat verschillende redactionele en typografische fouten, onder meer deze:

– de vermelding “§ 1” in de Franse tekst van het ontwerp moet worden vervangen door de vermelding “§ 1^{er}”;

– de uitdrukkingen “in één tijd”, “in één of twee tijden”, “in geval van één tijd” en “in geval van twee tijden” in de Nederlandse tekst van het ontwerp moeten respectievelijk vervangen worden door de uitdrukkingen “in één keer”, “in één of in twee keer”, “in geval van vervoer in één keer” en “in geval van vervoer in twee keer”;

– in artikel 9, § 3, d), van het ontwerp moet de vermelding “8, § 1, 1°” worden vervangen door de vermelding “8, § 1, 1°”;

– in artikel 19 van de Franse tekst worden meermaals de woorden “agents de gardiennage du même entreprise” gebruikt in plaats van “agents de gardiennage de la même entreprise”;

– in artikel 19, § 1, 3°, en § 2, 2°, van de Franse tekst wordt het woord “où” gebruikt in plaats van de uitdrukking “dans le cas où”;

– in de Franse tekst van artikel 21, eerste lid, en § 3, 2°, zou het woord “adjudicateur” moeten worden vervangen door het woord “mandant” ter wille van de overeenstemming met de terminologie die wordt gebruikt in de wet van 2 oktober 2017 ‘tot regeling van de private en bijzondere veiligheid;

– in artikel 21, eerste lid, *in fine*, van de Franse tekst, dient in plaats van “cette section” “la présente section” te worden geschreven”;

– in artikel 21, § 3, 3° (en niet “3.”), tweede zin, van de Franse tekst dient het woord “sou” te worden vervangen door het woord “sous”;

– in artikel 25, § 6, van de Franse tekst staat “l’âge de gardiennage” in plaats van “l’agent de gardiennage”.

2° Het ontwerp is op sommige plaatsen problematisch wat betreft de concordantie tussen de twee taalversies. Zo wordt in de Franse tekst van artikel 19, § 1, 3°, bepaald dat het beveiligd vervoer “peut être exécuté en un temps” terwijl in de Nederlandse tekst wordt bepaald dat dat vervoer “gebeurt (...) in één tijd (lees: in één keer)”.

3° De interne of externe verwijzingen moeten worden geverifieerd. Zo bijvoorbeeld:

– dient in artikel 21, § 1, a), te worden geschreven dat het gaat om een afwijking van artikel 2, § 1, van het ontwerp en niet om een afwijking van artikel 2, § 2, eerste lid;

– zou in artikel 22, § 1, eerste lid, van het ontwerp moeten worden verwezen naar artikel 130, 1°, van de wet van 2 oktober 2017 in plaats van naar onderdeel 2° van die bepaling.

4° Hetzelfde geldt voor de structuur van sommige bepalingen van het ontwerp.

Zie bij wijze van voorbeeld de artikelen 19, 20, 21 en 25 van het ontwerp die in paragrafen zijn ingedeeld, maar waar het eerste lid van elk van die bepalingen telkens buiten die indeling valt.

Bovendien zou de oplistings van voorwaarden of gevallen, zoals bijvoorbeeld in artikel 19, § 2, 2°, ook beter moeten worden gestructureerd⁸.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT

⁸ Zie wat deze punten betreft: *Beginnelsen van de wetgevingstechniek* - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, *op. cit.*, aanbevelingen 57.3 en 58 tot 60.